

### Le bradage des richesses

Principalement préoccupée par la sécurité de ses approvisionnements en hydrocarbures et par les profits qu'ils peuvent assurer aux firmes américaines, l'administration Bush s'est en effet vivement intéressée au pétrole algérien depuis 2002-2003. Et elle a mis aussitôt les bouchées doubles. En quelques mois, c'est toute l'armada militaro-industrielle américaine qui a pris ses quartiers dans le Sahara. Ce qu'elle parvient difficilement à obtenir en Irak au prix d'une guerre meurtrière et qui coûte au contribuable américain plusieurs centaines de milliards de dollars, Bush le trouve en Algérie sans coup férir ni bourse délier. Le terrain favorise une implantation efficace avec peu de moyens et des effectifs réduits, et à l'abri des regards. Un « centre secret de renseignement algéro-américain, Alliance Base » à Alger, un centre d'écoute à Tamanrasset, quelques bases, des centres de formation, des manœuvres militaires conjointes (Flintlock 2005 au Sud), une bonne communication et... une loi sur les hydrocarbures taillée aux goûts pantagruéliques des Américains. Pour toute contrepartie, la reconnaissance par le président George W. Bush que « l'Amérique continue de compter sur l'Algérie en sa qualité de partenaire de grande valeur dans la lutte contre le terrorisme et dans notre objectif commun de promouvoir la démocratie et la prospérité dans [cette] région ainsi que de par le monde » et que « l'Algérie joue un rôle de premier ordre au Maghreb et au Proche-Orient pour favoriser l'essor des libertés individuelles, la promotion du statut de la femme, la consolidation des institutions démocratiques et pour assurer la paix et la sécurité <sup>15</sup> ».

Les généraux de l'ombre, Larbi Belkheir et « Toufik » Médiène, peuvent jubiler. Quant aux Algériens... En juillet 2005, Hocine Malti, ex-vice-président de Sonatrach en charge du champ pétrolier de Hassi R'Mel, ne mâchait pas ses mots au sujet de la fameuse loi sur les hydrocarbures, votée en avril 2005 : « Le 22 novembre 2002, le *Washington Times* publiait un article, écrit de la main du président Abdelaziz Bouteflika lui-même, dans lequel il disait : "L'Algérie ambitionne de devenir le premier producteur du continent africain et ainsi assurer aux États-Unis la sécurité énergétique supplémentaire dont ils ont besoin." L'avant-projet de loi sur les hydrocarbures était déjà à l'ordre du jour à cette date <sup>16</sup>. » L'ancien cadre de la Sonatrach développe par le menu, dans une série d'articles et d'appels au président, comment son gouvernement a mis le pays dans une situation périlleuse, combinant dépendance et vulnérabilité, en offrant aux compagnies américaines et autres de prendre *de facto* le contrôle des richesses du Sahara algérien. Un prêche dans le désert... La Sonatrach, qui était chargée de la gestion des hydrocarbures, récupérait jusqu'ici, sans investissement prospectif, 51 % des ressources puisées par les multinationales qui découvraient de nouveaux champs. Désormais, celles-ci s'octroieront un minimum de 70 %, avec la possibilité de s'adjuger les 30 %

restants si la Sonatrach ne les revendique pas ou se déclare inapte à investir en conséquence. Sachant que ceux à qui reviendra cette décision sont ceux-là mêmes qui ont fait voter cette loi attentatoire à l'Algérie, il y a toutes les raisons de craindre le pire...

Après l'abandon des hydrocarbures, doit venir l'eau, puis les banques... Peu à peu, non sans difficultés tant l'administration est délabrée et inefficace, même quand il s'agit de privatiser, la colonisation s'étoffe et se débarrasse des vestiges de l'ancien ordre, ceux qui, durant les dernières années, n'ont pas montré un zèle absolu à appliquer les consignes. On se débarrasse des ministres susceptibles de freiner la dynamique. Pour « incompétence », on remplace walis et chefs de daïras ; pour « corruption », on élimine tous les cadres des entreprises publiques jugés non fiables. Par petites grappes, on se débarrasse des encombrantes milices – constituées durant la décennie 1990 pour « lutter contre le terrorisme ». On se débarrasse aussi des usines susceptibles de constituer quelque concurrence aux nouveaux colons et à leurs associés locaux ; les méthodes sont expéditives, cession dans la plus totale opacité des plus rentables à des sociétés étrangères et liquidation pure et simple de celles qui n'intéressent pas ces dernières. On se débarrasse des syndicats autonomes (en ramenant dans le rang ceux qui l'acceptent et en dissolvant les récalcitrants)... Quant aux rares journalistes qui refusent de courber l'échine, ils échouent en prison pour pléthore de motifs, tels que « offense au chef de l'État ».

« Le régime des généraux algériens est au bout du rouleau », disions-nous. C'est bien parce qu'ils en sont conscients, quinze ans après la conquête de la totalité du pouvoir, après avoir déchainé la furie sanguinaire de la « troisième guerre d'Algérie », après avoir brisé la société et coupé le pays en deux, que ces généraux se sont lancés à corps perdu dans la seule stratégie qui leur semble pouvoir assurer la pérennité de leurs fortunes et sa transmission à leurs enfants : faire de « leur » Algérie, l'Algérie-Club des pins, la tête de pont d'un nouveau colonat qui serait définitivement arrimé à l'ancienne puissance coloniale.

Ils ne manquent évidemment pas d'atouts pour ce faire, à commencer par le soutien actif de la classe politique française et de l'administration américaine, l'une et l'autre trop heureuses de trouver sur place des supplétifs assurant la sécurité des champs pétroliers et gaziers du Sahara, la seule chose qui les intéresse en Algérie. Reste que l'entreprise est plus fragile qu'il n'y paraît. Même si toute opposition politique digne de ce nom a été pratiquement réduite à néant, même si le DRS, dernier corps d'État efficace, continue à quadriller l'Algérie-bidonville pour briser toute velléité de révolte, on ne connaît guère d'exemple dans l'histoire où la combinaison d'un pouvoir de type totalitaire et d'un désespoir qui gagne progressivement la majorité de la population puisse échapper à des ruptures aussi imprévisibles que brutales.